

## Signe de rejet, la candidature de Buyoya à l'OIF ne passionne pas les Burundais

PANA, 26 novembre 2014 La candidature d'un ancien président du Burundi à la Francophonie laisse indifférent à Bujumbura Bujumbura, Burundi - Il faut rafraîchir sérieusement les mémoires et forcer parfois la discussion jusque dans les milieux politiques et intellectuels à Bujumbura pour avoir quelques réactions sur les chances de l'ancien président de la République du Burundi, Pierre Buyoya, de prendre les rênes de la Francophonie, peu de jours avant le verdict des chefs d'Etat membres de ce grand ensemble linguistique et culturel qui est prévu à Dakar, au Sénégal. L'homme se bat pratiquement seul depuis plusieurs mois à l'extérieur du pays, dans l'espoir de sortir vainqueur du poste de nouveau Secrétaire général de la Francophonie, en remplacement du Sénégalais, Abdou Diouf. L'ancien homme d'Etat a toujours eu du mal à être «prophète» chez lui et n'a même pas pris la peine d'être seule conférence de presse au pays natal sur le sujet, de mémoire de journaliste à Bujumbura. Les Burundais le comprenaient encore moins quand il se mit à initier la politique nationale de l'unité ou encore la démocratisation du pays dans les années 1990. Et pourtant, une fois à lui, «il ne manquera pas d'en faire profiter son pays qui sera davantage cité et connu à travers le monde», selon des réponses des milieux intellectuels à Bujumbura qui restent aussi convaincus que la Francophonie pourrait générer des emplois pour des Burundais de la suite de l'élection de l'ancien président Buyoya. Des commentaires des milieux intellectuels estiment que Buyoya peut être un rempart sûr contre l'extinction annoncée du français dans une région des Grands Lacs aux prises avec la montée en puissance de l'anglophonie. Sur le plan international, par contre, l'ancien président burundais ne force plus la reconnaissance des mérites intellectuels et politiques quand on sait que depuis quelques temps, il est de toutes les médiations dans des crises comme au Mali, au sud du Soudan, tantôt justement pour le compte de la Francophonie, tantôt pour celui de l'Union africaine (UA). On rappelle que cinq candidats sont dans la course pour succéder à Abdou Diouf, à savoir Michaëlle Jean du Canada, Pierre Buyoya du Burundi, Jean-Claude De L'Éstrac de l'île Maurice, Henri Lopès du Congo et Augustin Nze Nfumu de la Guinée équatoriale.